

## DOCUMENT 1

# LA JOURNÉE EUROPÉENNE

Ursula von der Leyen et Charles Michel cherchent un "modus vivendi"...

Lundi à 17h, c'était l'heure des retrouvailles entre Charles Michel, président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Selon le site Politico, l'ancien Premier ministre belge a tenté d'y échapper, ayant initialement annulé ce rendez-vous hebdomadaire, avant de se résoudre à y participer. Les deux présidents n'étaient visiblement pas pressés de se parler, depuis leur rencontre à Ankara avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui remonte au 6 avril dernier. Charles Michel avait alors battu Ursula von der Leyen à un jeu de chaises musicales, s'empressant de s'installer sur l'un des deux seuls fauteuils à accoudoirs, aux côtés du "sultan" islamo-conservateur. La présidente de la Commission n'avait alors pas pu — ou pas voulu? — cacher sa surprise. Son "ahem!", accompagné d'un vif geste de la main, a suffi pour provoquer une gigantesque polémique autour de la place de la femme en politique et en Turquie, doublée d'un débat sur la représentation au plus haut niveau de l'Union européenne sur la scène internationale. Et surtout une vague de critiques acerbes visant Charles Michel et son (non-) sens de la galanterie et de la diplomatie. La rencontre visait à "trouver un modus vivendi entre les institutions, pour obtenir une préparation harmonieuse des visites des deux présidents", a expliqué Eric Mamer, porte-parole de la Commission. Selon une source de la Commission citée par l'agence Belga, M<sup>me</sup> von der Leyen a averti M. Michel qu'elle "ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise". Les deux présidents auraient sans doute dû apprendre à vivre ensemble avant de laver leur linge sale en Turquie, plutôt que de présenter un front uni face à M. Erdogan. Mais soit, mieux vaut tard que jamais.

∴ le Parlement européen réclame des explications...

Désamorcer les tensions s'annonce complexe. À tel point que selon Politico, le chef de cabinet de M<sup>me</sup> Von der Leyen, Björn Seibert, a soumis vendredi à son homologue du Conseil européen, Frédéric Bernard, un plan en cinq points. Objectif: faire cohabiter deux personnages aux ambitions diplomatiques débordantes. Que M. Michel soit rassuré: "Il ne s'agit absolument pas pour la présidente de la Commission de vouloir parler à la place du président du Conseil européen sur les questions de politique extérieure et de sécurité commune", a expliqué M. Mamer. Mais il s'agit bien pour M<sup>me</sup> von der Leyen de défendre bec et ongles la mission de la Commission, conférée par les traités européens, de représenter l'UE à l'étranger pour toutes les autres questions. Du moins, le dialogue sur le partage des tâches est lancé. Les leçons sont en train d'être tirées. En attendant, Charles Michel et Ursula von der Leyen ont été appelés à s'expliquer sur l'incident turc et à rendre des comptes devant la conférence des présidents des groupes politiques du Parlement européen. Autant dire que le Belge et l'Allemande doivent s'attendre à ce que le ton de la discussion soit un peu vif.

... des **organisations** féministes pétitionnent pour la démission de Charles Michel

Charles Michel peut avancer tous les éléments qu'il veut pour sa défense, il semble que son cas ait été jugé par des organisations féministes européennes, regroupées au sein de la Fondation Millennia 2025. Celle-ci a lancé une pétition réclamant la démission du président du Conseil européen pour avoir commis à Ankara trois "erreurs graves" contre la diplomatie, contre l'UE et contre les droits humains et les droits des femmes en particulier. Lundi après-midi, le texte de la pétition avait recueilli près de 7000 signatures en Belgique, en France, en Italie et au-delà. On doute très fort que cela pousse M. Michel à écourter son mandat qui court jusqu'en juin 2022 (et peut-être deux ans et demi de plus). Reste que le Belge doit attendre avec impatience le moment où on lui parlera d'autre chose.

## DOCUMENT 2

[https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_sofagate-charles-michel-et-ursula-von-der-leyen-a-la-recherche-d-un-modus-vivendi?id=10739279](https://www.rtf.be/info/monde/detail_sofagate-charles-michel-et-ursula-von-der-leyen-a-la-recherche-d-un-modus-vivendi?id=10739279)

# Sofagate: Charles Michel et Ursula von der Leyen à la recherche d'un modus vivendi



La rencontre entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, la présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen et le président du conseil de l'Union Européenne, Charles Michel, le 6 avril 2021. - © AFP

Publicité

C'est aujourd'hui, à 17h, que le président du Conseil Européen, Charles Michel et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen se rencontrent pour la première fois depuis [le clash protocolaire d'Ankara](#). Mme von der Leyen a poursuivi son voyage en Jordanie, puis a passé quelques jours de vacances chez elle avant de reprendre le travail.

La rencontre entre les deux dirigeants européens était prévue de longue date, en vérité, elle est coutumière et hebdomadaire. L'occasion pour eux de faire en sorte que l'incident protocolaire qui a laissé la présidente de la Commission en retrait par rapport au président du Conseil et au président turc ne se reproduise plus. L'affront a donné l'occasion à certains commentateurs de taxer l'ancien premier ministre belge de misogynie, [ce dont il s'est défendu](#).

---

## Divergences de vues entre conseil et commission

Bien au-delà du symbolique ou du protocolaire, le "Sofagate" révèle une divergence entre les deux institutions européennes sur l'interprétation à donner aux traités fondateurs de l'Union. Ces derniers indiquent que pour les missions dans le cadre de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), c'est bien le président du Conseil européen qui assure la représentation extérieure de l'Union. Mais ils affirment aussi que c'est la Commission qui assure cette représentation extérieure hors PESC.

À ceci s'ajoutent des textes interinstitutionnels réglant la préséance. Vu les divergences d'interprétation, le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen, l'Allemand Bjoern Seibert, a écrit à son homologue du Conseil, le Belge Frédéric Bernard, pour lui faire part de sa lecture des textes.

Eric Mamer, le porte-parole en chef de la commission a indiqué:

La présidente ne revendique rien de plus que ce qu'il y a dans les traités, elle n'a aucunement la volonté de parler à la place du président du Conseil pour les questions de politique extérieure et de sécurité commune.

Le porte-parole en chef a jouté "*qu'il est important de clarifier une fois pour toutes l'organisation de ces missions*".

## **Un piège de la Turquie**

Le secrétaire français aux affaires européennes, Clément Beaune a une lecture quelque peu plus sévère du fameux "sofagate": il lit l'évènement comme un "affront de la part de la Turquie" à l'égard de la présidente de la commission européenne. Il a ajouté dans l'émission "Le Grand Jury" de RTL/Le Figaro/LCI:

Il faut remettre l'église au milieu du village. Le problème dans cette affaire ce n'est pas l'Europe, c'est la Turquie.

On murmure dans les couloirs européens que le parlement va demander aux deux protagonistes européens du "Sofagate" de présenter leur solution destinée à ce que ce genre de couac protocolaire ne se présente plus à l'avenir.